

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

L. TROTSKY

La clef de la situation internationale est en Allemagne

L'objet des présentes lignes est de marquer, du moins à grands traits, comment s'enchaîne au moment actuel la situation politique mondiale, — en résultat des contradictions fondamentales du capitalisme à son déclin, contradictions compliquées et aggravées par une redoutable crise commerciale, industrielle et financière. Les considérations rapidement esquissées ci-dessous sont loin de s'étendre à tous les pays et à toutes les questions ; aussi réclament-elles qu'on en poursuive collectivement l'étude sérieuse.

La Révolution espagnole

1. — La révolution espagnole a créé des prémisses politiques générales favorables à une lutte immédiate du prolétariat pour la conquête du pouvoir. Les traditions syndicalistes du prolétariat espagnol se sont du premier coup manifestées comme un des principaux obstacles dans la voie du développement de la révolution. L'Internationale Communiste a été surprise à l'improviste par les événements. Absolument impuissant au début de la révolution, le Parti Communiste a pris une fausse position sur presque toutes les questions essentielles. L'expérience espagnole a montré, — rappelons-le encore une fois, — quel terrible instrument de désorganisation de la conscience révolutionnaire des ouvriers avancés s'avère la direction actuelle de l'I. C. L'extrême retard pris par l'avant-garde prolétarienne sur le développement des événements, la dispersion, au sens politique, des luttes héroïques engagées par les masses ouvrières, les assurances mutuelles contractées en fait entre l'anarcho-syndicalisme et la social-démocratie, — telles sont, essentiellement, les conditions politiques qui ont permis à la bourgeoisie républicaine, alliée à la social-démocratie, de rétablir l'appareil de répression et, en frappant à coups redoublés sur les masses qui se soulevaient, de concentrer entre les mains du gouvernement une puissance politique considérable.

D'après cet exemple, nous voyons que le fascisme n'est nullement l'unique moyen de la bourgeoisie dans sa lutte contre les masses révolutionnaires. Le régime qui existe actuellement, en Espagne, ressemble avant tout à ce que l'on a appelé le *Kérenskysme*, c'est-à-dire au dernier (ou « avant-dernier ») gouvernement « de gauche » que peut seulement mettre en avant la bourgeoisie, dans sa lutte contre la révolution. Mais un gouvernement de cette sorte ne signifie pas nécessairement qu'il y ait faiblesse et prostration. En l'absence d'un puissant parti révolutionnaire du prolétariat, une combinaison de demi-réformes, de phrases de gauche, de gestes encore plus de gauche, et de répressions, peut être beaucoup plus utile à la bourgeoisie que le fascisme.

Il est inutile de dire que la révolution espagnole n'est pas terminée. Elle n'a pas abouti à la solution de ses problèmes les plus élémentaires (questions agraires, cléricales et problème des nationalités), et elle est loin d'avoir épuisé les ressources révolutionnaires des masses populaires. La révolution bourgeoise ne pourra rien donner de plus que ce qu'elle a fourni. En ce qui concerne la révolution prolétarienne, la situation actuelle, en Espagne, peut être dite

pré-révolutionnaire, mais rien de plus. Il est fort probable que le développement progressif de la révolution espagnole tirera plus ou moins en longueur. Par là, le processus historique ouvre, en quelque sorte, un nouveau crédit au communisme espagnol.

La situation en Angleterre

2. — La situation en Angleterre peut aussi, non sans bonnes raisons, être qualifiée de pré-révolutionnaire, si l'on admet rigoureusement qu'entre une situation pré-révolutionnaire et une situation immédiatement révolutionnaire, il peut y avoir un délai portant sur plusieurs années, période dans laquelle se produiront des flux et des reflux.

La situation économique de l'Angleterre est devenue d'une extrême gravité. Mais la superstructure politique dans ce pays archiconservateur, est exceptionnellement en retard sur les changements qui se sont produits à la base économique. Avant de recourir à de nouvelles formes et méthodes politiques, toutes les classes de la nation anglaise essaient encore de découvrir quelque chose dans le vieux grenier, de retourner de l'endroit à l'envers les vieilles hardes de grand-père et grand-mère. Il est de fait qu'en Angleterre, en dépit d'une terrible décadence nationale, il n'existe encore aucun parti révolutionnaire important, ni, à l'antipode, aucun parti fasciste. C'est grâce à cela que la bourgeoisie a trouvé la possibilité de mobiliser la majorité du peuple, sous l'étendard « national », c'est-à-dire sous le plus vain mot d'ordre qui puisse exister. En des circonstances pré-révolutionnaires, un conservatisme plus obtus qu'on ne saurait croire a obtenu une formidable prédominance politique. Pour que la superstructure politique s'adapte aux conditions réelles du pays, il faudra vraisemblablement plus d'un mois et, peut-être, plus d'une année.

Il n'y a aucune raison de penser que l'effondrement du bloc « national », — et cet effondrement est inévitable dans un avenir relativement proche, — amènera directement, soit une révolution prolétarienne (bien entendu, en Angleterre, il ne peut y avoir d'autre révolution), soit un triomphe du « fascisme ». Au contraire, il est infiniment plus probable que, marchant vers un dénouement révolutionnaire, l'Angleterre passera encore par une période prolongée de démagogie radicale, démocratique, socialiste et pacifiste, dans le goût de Lloyd George et du Labour Party. Ainsi, l'on peut affirmer sans aucun doute que le développement historique de l'Angleterre donnera encore un délai considérable au communisme britannique pour qu'il se transforme effectivement en parti du prolétariat vers le moment où s'annoncera tout proche le dénouement. Il ne faut pas, cependant, conclure de ce qui précède que l'on puisse continuer à perdre du temps en expériences périlleuses et en zigzags centristes. Dans la situation mondiale actuelle, le temps est la plus précieuse des matières premières.

La France

3. — La France que les augures de l'I. C. plaçaient, il y a dix-huit mois ou deux ans, « au premier rang de l'essor

révolutionnaire », est en réalité le pays le plus conservateur de toute l'Europe et, peut-être, du monde entier. La stabilité relative du régime capitaliste en France provient, pour une bonne part, de l'état arriéré du pays. La crise, en France, apparaît plus faible qu'en d'autres pays. Dans le domaine financier, Paris essaie même d'égaler New-York. La « prospérité » actuelle des finances de la bourgeoisie française a pour source immédiate le pillage perpétré à Versailles. Mais c'est précisément la paix de Versailles qui couve la plus grande menace pour tout le régime de la République française. Entre le chiffre de la population, celui des forces productrices et celui du revenu national de la France, d'une part, et sa situation internationale, actuellement, d'autre part, il existe une contradiction criante qui amènera inévitablement une explosion. Pour maintenir son éphémère hégémonie, la France, comme pays « nationaliste », et aussi en tant que pays radical-socialiste, fut forcée de chercher dans le monde entier à s'appuyer sur les forces les plus réactionnaires, sur les formes les plus archaïques d'exploitation, sur l'innommable clique roumaine, sur le régime en décomposition de Pilsudski, sur la dictature militaire en Yougoslavie, elle dut entretenir les diverses fractions qui existent dans la nation allemande (l'Allemagne et l'Autriche), maintenir aussi le couloir ouvert pour la Pologne, en Prusse orientale, favoriser l'intervention japonaise en Mandchourie, pousser la clique militaire japonaise contre l'U. R. S. S., se manifester comme l'ennemi principal du mouvement émancipateur des pays colonisés, etc. La contradiction entre le rôle secondaire de la France dans l'économie mondiale et les privilèges monstrueux qu'elle possède, et ses prétentions dans la politique mondiale, se manifestera, de mois en mois, plus nettement, accumulera les dangers les uns sur les autres, ébranlera la stabilité intérieure, provoquera des craintes et du mécontentement dans les masses populaires, et amènera des déplacements de l'opinion politique de plus en plus profonds. Ces processus, sans aucun doute, se manifesteront dès les prochaines élections parlementaires.

Mais d'autre part, tout nous oblige à supposer que, s'il ne se produit pas de grands événements en dehors de ce pays (par exemple la victoire de la révolution en Allemagne, ou bien, au contraire, la victoire du fascisme), le développement des rapports intérieurs dans la France même se produira, pour la période la plus prochaine, d'une façon relativement « rythmique », ce qui ouvre aux communistes la possibilité d'utiliser, pour se consolider, une période considérable de préparation, jusqu'au moment où surviendront des situations pré-révolutionnaires et révolutionnaires.

Aux Etats-Unis

4. — Aux Etats-Unis qui sont le pays capitaliste le plus puissant, la crise actuelle a mis à nu, avec une violence frappante, d'effroyables contradictions sociales. Après une période de prospérité inouïe, qui a étonné le monde entier, sorte de feu d'artifice de millions et de milliards, les Etats-Unis, tout à coup sont passés au chômage de mil-

lions d'hommes, à une période de misère épouvantable, de misère biologique pour les travailleurs. Une pareille secousse sociale, d'une étendue formidable, ne peut manquer de laisser des traces dans le développement politique du pays. A l'heure présente il est encore difficile d'établir, du moins quand on est loin du pays, quelle peut être la radicalisation des masses ouvrières américaines. On peut supposer que les masses elles-mêmes ont été à tel point prises à l'improviste par la crise catastrophique de l'économie générale, ont été si abattues et abasourdiées par le chômage ou par la crainte du chômage, qu'elles n'ont pas encore eu le temps de trouver les conclusions politiques les plus élémentaires à propos de la calamité qui s'abattait sur elles. Il y faut du temps. Mais les conclusions viendront. L'immense crise économique qui a pris un caractère de crise sociale se transformera fatalement en une crise de la conscience politique de la classe ouvrière américaine. Il est très possible que la radicalisation révolutionnaire des larges couches ouvrières se manifeste non dans la période de conjoncture économique la plus basse, mais au contraire lorsqu'on en reviendra à une nouvelle activité, à un nouvel essor. D'une façon ou d'une autre, dans la vie du prolétariat et, plus généralement, du peuple d'Amérique, la crise actuelle inaugurera une nouvelle époque. On peut s'attendre à de nouvelles commutations et permutations dans les milieux dirigeants des partis, à de nouveaux efforts pour créer un troisième parti, etc. Le mouvement syndical, dès les premiers symptômes d'un changement de direction dans la situation économique au sommet, éprouvera un violent besoin de s'arracher aux prises de la vile bureaucratie de la Fédération Américaine du Travail. En même temps des possibilités illimitées s'ouvriront pour le communisme.

Dans le passé, l'Amérique a déjà connu plus d'une fois des explosions violentes de mouvements de masses révolutionnaires ou à demi-révolutionnaires. Chaque fois, ces mouvements s'éteignaient bientôt : soit parce que l'Amérique entraînait, en chacune de ces occasions, dans une nouvelle phase active de montée économique, soit parce que les mouvements qui se produisaient étaient caractérisés par un grossier empirisme et par une complète insuffisance théorique. Il ne reste plus rien de ces deux circonstances. Un relèvement de la vie économique (que l'on ne doit pas considérer d'avance comme impossible) devra s'appuyer non point sur « l'équilibre » intérieur, mais sur le chaos actuel de l'économie mondiale. Le capitalisme américain est entré dans une époque de monstrueux impérialisme, d'augmentation constante des armements, d'interventions dans les affaires du monde entier, de conflits militaires et de secousses de toute sorte. D'autre part, sous la forme du communisme, les masses du prolétariat américain qui se radicalisent ont, — ou, plus exactement, à condition d'une politique juste, peuvent avoir, — non plus ce qu'elles avaient autrefois, un mélange d'empirisme, de mysticisme et de charlatanisme, mais une doctrine scientifiquement fondée, qui serait à la hauteur des événements.

De telles transformations radicales

ALERTE !

Nous consacrons la plus grande partie de ce numéro à l'étude du camarade Trotsky sur la situation mondiale. Nous demandons à chacun de nos lecteurs de la lire attentivement et d'en peser chaque mot. Au moment où, la crise s'accroissant avec toutes ses rigueurs pour la classe ouvrière, chacun se demande « Où allons-nous ? » et chaque communiste qui s'aperçoit de la faiblesse, de l'incapacité de notre Parti à montrer clairement la voie au prolétariat cherche avec anxiété la solution à la crise du Parti pour qu'il prenne la direction des masses, les thèses de notre camarade répondent avec précision aux inquiétudes des communistes. La direction du Parti clame à cor et à cri : « Nous avons vu juste » ; on ergote sur les plénums et les congrès passés ; on arrive à peine ainsi à dissimuler son impuissance pour l'avenir. Mais une fois encore l'opposition de gauche, par la voix de son chef, trace le chemin au Parti.

Cette brochure montre que la Révolution allemande est aujourd'hui le pivot de la situation révolutionnaire. Un échec, c'est-à-dire le triomphe du fascisme hitlérien, aurait des conséquences tragiques immenses pour le mouvement ouvrier mondial. La politique des dirigeants centristes — impuissante à gagner les masses réformistes, hier aventuriste, aujourd'hui capitalarde — prépare cette solution catastrophique. Les responsabilités de chaque membre du P.C. sont claires : il faut imposer un changement de cours radical de l'I.C. La carence du P.C. français fait partie de la carence de toute l'I.C. A Bullier, devant des milliers de prolétaires parisiens, pas un mot sur l'Allemagne. « L'Humanité » et toute la presse du parti se dispersent sur une foule de sujets, n'accordant qu'une place dérisoire au péril fasciste imminent et à la nécessité d'opposer un front unique de toutes les organisations se revendiquant du prolétariat contre le fascisme.

L'activité de l'opposition — si réduite pour tant de raisons matérielles — a cependant déjà porté des fruits. Pour la première fois, Staline l'a reconnu lui-même récemment ; écrivant à la « Revue de l'Histoire du Parti bolchevik », il dit : « Je pense qu'elle (la rédaction) y a été poussée par les idées de « libéralisme pourri qui sont actuellement répandues jusqu'à un certain point chez une partie des bolcheviks. » Certains bolcheviks pensent que le trotskysme est une « fraction du communisme qui se trompe, il est vrai, qui fait beaucoup de bêtises, qui est même parfois antisoviétique, mais qui constitue « quand même une fraction du « bolchevisme. » Jusqu'à un certain point, chez une partie... on comprend ce que cela veut dire sous la plume de Staline. Mais ces progrès de l'opposition sont encore bien insuffisants. Nous nous adressons avec insistance aux nombreux militants inquiets qui suivent notre activité, qui nous lisent avec attention, mais qui ont encore conservé bien des préventions à notre égard ; l'avenir de la Révolution est en jeu ; les hésitations, les doutes ne sont plus permis. Ont-ils besoin d'une nouvelle expérience — et laquelle — pour comprendre que « la fraction du communisme qui se trompe », c'est le centrisme, et pour en déduire leur devoir : la lutte pour faire triompher dans le Parti et l'Internationale la politique définie par l'opposition de gauche, la politique des combats et des victoires révolutionnaires ?



« QUICONQUE PRÊCHE UNE RETRAITE STRATÉGIQUE,

permettent de prévoir avec assurance que l'inévitable et relativement proche changement dans la conscience révolutionnaire du prolétariat américain ne sera déjà plus « un feu de paille » que l'on éteint facilement, mais ce sera le début d'un véritable et grand incendie révolutionnaire. Le communisme en Amérique peut marcher avec assurance vers un grand avenir.

Japon - U.R.S.S. - Chine

5. — L'aventure, engagée par le tsar, en Mandchourie, amena la guerre russo-japonaise; la guerre amena la révolution de 1905. L'aventure japonaise actuelle, en Mandchourie, peut amener une révolution au Japon.

Le régime féodal et militaire du pays, au début de ce siècle, servait encore avec quelque succès les intérêts du jeune capitalisme japonais. Mais, dans le quart du nouveau siècle qui vient de s'écouler, le développement du capitalisme a provoqué une extrême décomposition des anciennes formes sociales et politiques du pays. Le Japon, depuis ce temps, s'est déjà mis en mouvement, plusieurs fois, vers la révolution. Il lui manquait cependant une forte classe révolutionnaire pour répondre aux tâches indiquées par son propre développement. L'aventure de Mandchourie peut avancer la catastrophe révolutionnaire du régime japonais.

La Chine actuelle, si affaiblie qu'elle soit par la dictature des cliques du Kuomintang, diffère profondément de la Chine que le Japon, à la suite des puissances européennes, a violentée dans le passé. La Chine n'est pas en état de rejeter du premier coup, au dehors, les corps d'expédition japonais, mais la conscience nationale et l'activité du peuple chinois ont grandi; des centaines de mille, des millions de Chinois ont passé par les expériences de la vie militaire. Les Chinois improviseront de plus en plus souvent des armées. Les Japonais se sentiront assiégés. Les chemins de fer serviront beaucoup plus à des besoins stratégiques qu'à des utilités économiques. Il deviendra nécessaire d'envoyer des troupes de plus en plus nombreuses. En s'étendant, l'expédition de Mandchourie commencera à épuiser l'organisme économique du Japon, causera un mécontentement grandissant à l'intérieur du pays, aggravera les contradictions et n'en rapprochera que davantage la crise révolutionnaire.

6. — En Chine, la nécessité d'une défense résolue contre l'invasion impérialiste doit aussi donner naissance à de sérieuses conséquences politiques intérieures. Le régime du Kuomintang a grandi grâce au mouvement révolutionnaire et national des masses qui a été utilisé et étouffé par le militarisme bourgeois (grâce à la collaboration de la bureaucratie de Staline). C'est précisément pour cela que le régime actuel, lourd de contradictions et vacillant, est incapable de prendre une initiative de guerre révolutionnaire. La nécessité d'opposer une défense aux violences japonaises agira de plus en plus contre le régime du Kuomintang, entretenant l'état d'esprit révolutionnaire des masses. Dans ces conditions, l'avant-garde prolétarienne, guidée par une juste politique, peut regagner le terrain perdu si tragiquement au cours des années 1924-1927.

7. — Les événements actuels en Mandchourie montrent en particulier quelle était la naïveté de ceux de ces messieurs qui réclamaient du gouvernement soviétique le retour pur et simple du chemin de fer de la Chine Orientale aux Chinois. C'était été livrer de gaieté de cœur cette voie ferrée au Japon, entre les mains duquel elle fût devenue un puissant instrument, tant contre la Chine que contre l'U. R. S. S. Si, jusqu'à présent, quelque chose a retenu les cliques militaires du Japon dans leur intervention en Mandchourie, et si quelque chose peut encore aujourd'hui les maintenir dans les limites de la prudence, c'est ce fait que le chemin de fer de la Chine Orientale est resté la propriété des Soviets.

8. — Cependant l'aventure mandchou-japonaise dans laquelle, s'est engagé le Japon, ne pourrait-elle pas amener ce pays à déclarer la guerre à l'U.R.S.S.? Bien entendu, cette possibilité n'est pas

exclue, si raisonnable et circonspecte que se montre même la politique du gouvernement des Soviets. Les contradictions intérieures du Japon féodal et capitaliste ont de toute évidence fait perdre l'équilibre à son gouvernement. Les instigateurs (la France!) n'ont pas manqué. Et, d'après l'expérience faite par le tsarisme en Extrême-Orient, nous savons de quoi est capable une monarchie militaire et bureaucratique qui a perdu son équilibre.

La lutte qui s'engage en Extrême-Orient, n'a pas pour objet, bien entendu, la prise d'un chemin de fer: c'est le sort de la Chine entière qui est en jeu. Dans cette formidable bataille historique, le gouvernement des Soviets ne peut rester neutre, ne peut adopter une attitude qui soit la même pour la Chine et pour le Japon. Les Soviets ont l'obligation de prendre totalement

Sur le fond de la politique

mondiale qui est loin d'être pacifique, la situation en Allemagne se détache nettement

9. — Sur le fond de la politique mondiale qui est loin d'être pacifique, la situation de l'Allemagne se détache nettement. Les antagonismes politiques et économiques ont atteint en ce pays une gravité inouïe. Le dénouement s'annonce tout proche. Le moment vient où la situation pré-révolutionnaire doit se transformer en situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. Selon la direction et la solution que trouvera la crise allemande, seront engagés, pour

en pôle d'attraction révolutionnaire puissant de toutes les masses opprimées de la population. Mais la politique du P. C. depuis les élections de septembre, a seulement aggravé son inconsistance: propos déclamatoires au sujet du « social-fascisme », coquetteries à l'égard du chauvinisme, contrefaçon du fascisme authentique dans un but de concurrence sur le même marché, et cette aventure criminelle d'un « referendum rouge », tout cela empêche le P. C. de devenir le guide du prolétariat et du peuple. Il n'a rassemblé sous son drapeau, au cours des derniers mois, que de nouveaux éléments qu'une crise formidable poussait vers lui presque par violence. La social-démocratie, malgré une situation politique qui aurait dû causer sa perte, a pu, grâce à l'aide du P. C., conserver le gros de ses effectifs, et en est restée, pour le moment, sur des pertes considérables, à vrai dire, mais

leur révolutionnaire de la carte politique pour toute une époque de l'histoire.

Que les aveugles et les lâches ne s'en aperçoivent pas! Que les calomnieurs et les journalistes stupidiés nous accusent d'être en collusion avec la contre-révolution! N'est-il pas entendu que la contre-révolution n'est nullement ce qui renforce l'impérialisme mondial, mais bien ce qui gêne la digestion du fonctionnaire communiste. La calomnie ne fera pas peur aux bolchéviks-léninistes et ne les arrêtera pas dans l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire. Rien à taire, rien à atténuer. Il faut dire nettement et fortement aux ouvriers avancés: après la « troisième période » d'aventure et de vantardise, la « quatrième période » est arrivée, celle de la panique et des capitulations.

« Fichiez-nous la paix ! »

12. — Si l'on traduit le silence des dirigeants actuels du P. C. R. en langage clair, ce silence signifie: « Fichiez-nous la paix! ». Les difficultés intérieures, en U. R. S. S., sont extrêmes. Faute d'être régularisées, les contradictions économiques et sociales continuent à s'aggraver. La démoralisation de l'appareil, résultat inévitable d'un régime plébiscitaire, a pris des proportions véritablement menaçantes. Les rapports politiques et, avant tout, les rapports à l'intérieur du Parti, les rapports entre l'appareil démoralisé et la masse désagrégée, sont tendus au dernier degré. Toute la sagesse du bureaucrate consiste à attendre que les choses aillent mieux, à différer. La situation en Allemagne comporte d'évidentes menaces de bouleversements. Mais, précisément, l'appareil stalinien redoute par-dessus tout les bouleversements. « Laissez-nous tranquilles! Laissez-nous nous tirer d'abord, à l'intérieur, des contradictions les plus graves. Là-bas... on verra après ». Tel est l'état d'esprit des sphères supérieures de la fraction stalinienne. C'est là précisément ce que cache le scandaleux silence des « leaders » au moment précis où leur devoir de révolutionnaires le plus élémentaire est de se prononcer clairement et nettement.

13. — Il n'y a nullement lieu de s'étonner que le silence perfide de la direction de Moscou ait donné le signal d'une panique chez les leaders berlinois. Maintenant qu'il faudrait se préparer à conduire les masses vers des batailles décisives, la direction du P. C. A. se montre effarée, tergiverser et se sort d'affaire par des phrases creuses. Ces gens-là n'ont pas l'habitude d'agir sous leur propre responsabilité. Ils rêvent actuellement de pouvoir démontrer que le « marxisme-léninisme » exige qu'on se dérobe au combat.

A ce sujet, il ne semble pas qu'on ait encore construit une théorie achevée. Mais elle est déjà dans l'atmosphère. Elle passe de bouche en bouche et se trahit dans des articles et des discours. Le sens de cette théorie, le voici: le fascisme monte irrésistiblement; de toutes façons, sa victoire est assurée; au lieu de se jeter « aveuglément » dans la lutte et de se faire battre, il est plus prudent de battre en retraite, de laisser au fascisme la possibilité de prendre le pouvoir et, par là, de se compromettre. Et alors, — oh! alors — nous montrerons ce que nous valons.

L'esprit d'aventure et l'étourderie, conformément aux lois de la psychologie politique, s'est transformé en prostration et capitulation. La victoire des fascistes que l'on considérait, il y a un an, comme inimaginable, est regardée aujourd'hui comme assurée. Un quelconque Kussinen, inspiré dans la coulisse par un quelconque Radek, prépare pour Staline une géniale formule stratégique: battre en retraite en temps opportun, éloigner les troupes révolutionnaires de la ligne de feu et tendre au fascisme un piège qui serait... le pouvoir gouvernemental.

Si cette théorie était définitivement adoptée dans le P. C. A. et déterminait le cours politique de ce parti dans les mois qui vont suivre, il faudrait voir de la part de l'U. R. S. S., une trahison d'une gravité historique non moindre que celle qui a été commise par la social-démocratie le 4 août 1914; encore les conséquences seraient-elles aujourd'hui encore plus épouvantables.

Le devoir de l'opposition de gauche est de donner l'alarme: la direction de l'U. R. S. S. conduit le prolétariat allemand à une immense catastrophe qui consistera en une capitulation, causée par la panique, devant le fascisme.

Rien ne nous détachera du Parti !

La lettre que nous publions ci-dessous, sur laquelle « l'Humanité » et la « V.O. » ont fait le plus éloquent silence, le prouve une fois de plus.

Le 23 novembre.

CAMARADE,

Je te fais parvenir l'ordre du jour ci-dessous, voté lors de la constitution au sein du Syndicat de l'Enseignement du Finistère d'un groupe d'opposition à la minorité syndicaliste, groupe composé de camarades majoritaires et centristes.

L'ordre du jour a été voté à l'unanimité.

Je te demande de le faire insérer dans « La Vérité ».

Fraternellement.

(L'ordre du jour est adressé à « la Vérité », « la Vie Ouvrière », « l'Humanité », « l'Ecole Emancipée ».)

Un groupe de camarades, instituteurs ou institutrices, partisans de la majorité confédérale ou de la majorité fédérale, réunis à Quimper le jeudi 19 novembre 1931, Considérant que les centristes ou l'Opposition communiste de gauche, sur le plan national comme sur le plan international, n'ont pas quitté les positions théoriques du communisme,

Qu'ils sont d'accord sur les problèmes théoriques fondamentaux du mouvement communiste: rôle du parti, dictature du prolétariat, etc.,

Qu'ils ont été exclus pour des désaccords concernant l'application pratique de l'idéologie communiste,

Qu'une discussion idéologique sur leurs désaccords n'a pas été ouverte au sein des organismes du Parti,

Que leur exclusion a par conséquent été faite mécaniquement, en violation de la démocratie qui seule peut assurer au Parti communiste une vie intense et le développement de son influence,

Que les tournants actuels du Parti et de la C.G.T.U. réprouvent les méthodes qui ont permis l'exclusion de ces camarades,

Demandant la réintégration des centristes et de l'opposition communiste de gauche dans le Parti communiste français et l'Internationale,

Et l'ouverture d'une discussion à tous les échelons avec tous ces exclus.

SIGNOR GUEGUIN, Renée NICOLAS, BOURLIGUEUX, GUERE,
Membres du Parti.

et sans restriction le parti du peuple chinois. C'est seulement par une irréductible fidélité à la lutte émancipatrice des peuples opprimés que le gouvernement des Soviets peut effectivement repousser les attaques qui viennent de l'Orient, du Japon, de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis.

Sous quelles formes le gouvernement des Soviets aidera-t-il, dans la toute prochaine période, à la lutte du peuple chinois? La réponse dépend des circonstances historiques concrètes qui se présenteront. Mais s'il eût été stupide de livrer de bon gré au Japon le chemin de fer de la Chine Orientale, il serait tout aussi stupide de subordonner toute la politique des Soviets en Extrême-Orient à la question de ce chemin de fer. De nombreux indices suggèrent que la conduite de la clique militaire japonaise, en cette affaire, procède d'un dessein conscient de provocation. Les instigateurs directs de cette provocation sont les gouvernants de la France. Le but de la provocation est d'obliger l'U. R. S. S. à s'engager dans une grosse affaire en Orient. Le gouvernement soviétique n'en doit montrer que plus de réserve et de perspicacité.

Les conditions essentielles de l'Orient, — immensité des territoires, populations incalculables, état économique arriéré, — impliquent dans tous les processus de la lenteur, du marasme, un mouvement rampant. En tout cas, il n'existe pas, du côté de l'Extrême-Orient, de danger immédiat ou grave pour l'Union soviétique. Les principaux événements se dérouleront en Europe pendant la période qui vient. C'est de ce côté que peuvent se dérouler de grandes possibilités, mais c'est aussi de là que peuvent se déclarer de grands dangers. Pour l'instant, en Extrême-Orient, il n'y a que le Japon qui ait les mains liées. L'Union Soviétique doit se garder les mains libres.

de nombreuses années, non seulement le sort de l'Allemagne même (et ce serait déjà beaucoup) mais les destinées de l'Europe, les destinées du monde entier.

L'édification socialiste de l'U.R.S.S., la marche de la révolution espagnole, le développement d'une situation pré-révolutionnaire en Angleterre, l'avenir de l'impérialisme français, le sort du mouvement révolutionnaire en Chine et dans l'Inde, tout cela se ramène directement, immédiatement, à une seule question: Quel sera le vainqueur en Allemagne au cours des mois qui vont suivre? Le communisme ou le fascisme?

10. — Après les élections qui ont eu lieu, pour les députations au Reichstag, en septembre de l'an dernier, la direction du P. C. allemand affirma que le fascisme était arrivé à son point culminant et qu'il allait désormais se décomposer rapidement, déblayant la voie pour une révolution prolétarienne. L'opposition communiste de gauche (bolchéviks-léninistes) riait alors cet optimisme d'étourdis. Le fascisme provient de deux conditions: d'une part, d'une grave crise sociale, d'autre part de la faiblesse révolutionnaire du prolétariat allemand. La faiblesse du prolétariat, à son tour, a deux causes; d'abord, le rôle historique particulier de la social-démocratie qui est encore une agence toute-puissante du capitalisme dans les rangs du prolétariat; ensuite, l'incapacité de la direction centriste du P. C. à unir les ouvriers sous le drapeau de la révolution.

Le facteur subjectif est pour nous le Parti Communiste, car la social-démocratie est l'obstacle objectif qui fait supprimer. Le fascisme tomberait effectivement en morceaux si le Parti Communiste était capable de faire l'union de la classe ouvrière, la transformant

d'une importance néanmoins secondaire. Quant au fascisme, en dépit des vantardises récentes de Thaelmann, de Remelé et d'autres, mais tout à fait conformément aux pronostics des bolchéviks-léninistes, il a fait, depuis septembre de l'an dernier, un nouvel et énorme bond en avant. La direction de l'U. R. S. S. n'a su ni prévoir ni prévenir. Elle se borne à enregistrer les défaites. Ses résolutions et autres documents ne représentent tout au plus — hélas! — que la photographie du derrière du processus historique.

Les « leaders du prolétariat mondial » ont un bœuf sur la langue !...

11. — L'heure où il faudra prendre des résolutions approche. Or, l'U. R. S. S. ne veut pas se rendre compte du caractère véritable de la situation mondiale actuelle, ou bien, plus exactement, craint de s'en rendre compte. Le Bureau de l'U. R. S. S. se tire d'affaire en expédiant des feuilles d'agitation qui ne signifient rien. Le Parti dirigeant de l'U. R. S. S., le Parti russe, n'a pris aucune position. « Les leaders du prolétariat mondial » ont un bœuf sur la langue. Ils croient se mettre hors d'affaire en s' taisant. Ils se disposent à rester en place tant qu'ils pourront. Ils espèrent durer en attendant les événements. A la politique de Lénine ils ont substitué celle de l'autruche. Un moment approche, un de ces moments décisifs dans l'histoire, où l'U. R. S. S., après avoir commis de grandes erreurs, qui ne furent pourtant que des fautes « partielles », qui ébranlaient ou détruisaient ses propres forces accumulées pendant les cinq premières années de son existence, risque de commettre une erreur fondamentale, fatale, qui peut emporter l'U. R. S. S. elle-même, l'effacer comme fac-

C'EST-A-DIRE UNE CAPITULATION, EST UN TRAITRE !.. »

Eviter la bataille serait livrer le prolétariat à son ennemi...

14. — L'arrivée au pouvoir des « nationaux-socialistes » aurait pour effet, avant tout, l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations ; elle lui ôterait toute loi en lui-même et en son avenir. Si l'on tient compte de la plus grande maturité, de la bien plus grande gravité des antagonismes qui existent en Allemagne, l'œuvre infernale du fascisme italien semblerait probablement insignifiante, ce serait une expérience presque humanitaire en comparaison de ce que pourrait faire le national-socialisme allemand.

Batte en retraite, dites-vous, vous autres qui étiez hier les prophètes de la « troisième période » ! Les leaders et les institutions peuvent battre en retraite. Des individus peuvent se cacher. Mais la classe ouvrière, devant un pouvoir fasciste, n'aura point de retraite, ne saura où se cacher. Si l'on admet, en effet, ce qu'il y a de plus monstrueux et de plus invraisemblable, c'est-à-dire que le Parti Communiste évitera effectivement la bataille, et livrera, par conséquent le prolétariat à son ennemi mortel, cette opération n'aurait pas d'autre sens que ce qui suit : de terribles combats éclateraient non point avant l'arrivée des fascistes au pouvoir, mais après, c'est-à-dire dans des conditions infiniment plus favorables pour les fascistes. La lutte d'un prolétariat trahi par sa propre direction, pris à l'improviste, désorienté, désespéré, contre le régime fasciste, se transformerait en une suite de terribles convulsions sanglantes, qui resteraient sans résultat. Une dizaine de soulèvements prolétariens, une dizaine de défaites, l'une suivant l'autre, ne pourraient opérer une saignée sur le prolétariat allemand et l'affaiblir autant que le débilitait en ce moment une recule devant le fascisme, alors que se pose seulement la question de savoir qui sera le maître en pays allemand.

15. — Le fascisme n'est pas encore au pouvoir. La voie ne lui est pas encore ouverte. Les leaders du fascisme n'osent pas encore faire preuve d'insolence ; ils comprennent que la partie à jouer est de taille, qu'il s'agit pour chacun de risquer sa tête. Dans ces conditions, il n'y a que les dispositions à capituler, dans les hautes sphères du communisme, qui puissent simplifier le problème et en faciliter la solution.

Si même, actuellement, les cercles influents de la bourgeoisie redoutent les expériences du fascisme, c'est précisément parce qu'ils ne veulent pas de bouleversements ; ils ne veulent pas d'une longue guerre civile toute pleine de menaces ; d'autre part, la politique de capitulation du parti communiste, qui ouvre la voie au fascisme, vers le pouvoir, pousserait totalement du côté du fascisme les classes moyennes, la petite bourgeoisie qui hésite encore, et aussi les couches considérables du prolétariat.

Bien entendu, le fascisme qui triomphe pour le moment tombera quelque jour victime des contradictions objectives et de sa propre inconsistance. Mais, d'une façon plus immédiate, dans un avenir que l'on peut pronostiquer, au cours des dix ou vingt années qui vont suivre, la victoire du fascisme en Allemagne si gnifierait une rupture dans le développement de la tradition révolutionnaire, l'effondrement de l'I.C., le triomphe de l'impérialisme mondial sous ses aspects les plus odieux et les plus sanguinaires.

La victoire fasciste en Allemagne déterminerait inévitablement une guerre contre l'U.R.S.S...

16. — La victoire du fascisme en Allemagne déterminerait inévitablement une guerre contre l'U.R.S.S.

Ce serait en effet une véritable stupidité politique que de croire que les nationaux-socialistes allemands, parvenus au pouvoir, commenceraient par déclarer la guerre à la France ou, tout au moins, à la Pologne. Une inévitable guerre civile à mener contre le prolétariat allemand entraverait étroitement le fascisme dans sa politique extérieure durant toute la première période de sa domination. Hitler aura autant besoin de Pilsudski que de Hitler. L'un et l'autre deviendront dans la même mesure les instruments d'action de la France. Si le bourgeois français redoute pour l'instant l'avènement au pouvoir des fascistes allemands, comme un saut dans

l'inconnu, il n'en est pas moins sûr que, le jour de la victoire de Hitler, la réaction française, « nationaliste » ou radicale-socialiste, mettra totalement sur le fascisme allemand.

Pas un seul des gouvernements bourgeois « normalement » parlementaires ne peut risquer pour le moment de s'engager dans une guerre contre l'U.R.S.S. : pareille entreprise comporterait d'incalculables complications intérieures. Mais si Hitler arrive au pouvoir, s'il écrase ensuite l'avant-garde des ouvriers allemands, s'il pulvérise et démoralise pour des années le prolétariat dans son ensemble, le gouvernement fasciste sera le seul capable de faire la guerre à l'U.R.S.S. Dans ce cas il agira, bien entendu, en contact avec la Pologne et la Roumanie, avec d'autres Etats limitrophes et, en Extrême-Orient, avec le Japon. Dans une telle entreprise, le gouvernement de Hitler ne serait que l'organe exécutif de tout le capitalisme mondial. Clemenceau, Millerand, Lloyd George, Wilson n'ont pas pu faire ouvertement la guerre à la République des Soviets, mais ils ont pu, pendant trois ans, soutenir les armées de Denikine, de Koltchak, de Wrangel. Hitler, en cas de victoire, deviendrait un super-Wrangel de la bourgeoisie mondiale.

Il n'y a pas lieu de chercher à deviner (ce serait d'ailleurs impossible) comment se terminerait un conflit d'une étendue si formidable. Mais il est absolument clair que, si une guerre était déclarée aux Soviets par la bourgeoisie mondiale,

de cette stratégie. La capitulation historique du P.C.A. et de l'I.C. en 1923 a servi de base à la montée du fascisme. Actuellement, le fascisme allemand constitue une force politique infiniment supérieure à celle dont il disposait il y a huit ans. Nous n'avons cessé, tout ce temps, de prévenir une sous-estimation du danger fasciste et ce n'est pas à nous de nier ce danger maintenant. C'est précisément pour cela que nous pouvons et devons dire aux ouvriers révolutionnaires allemands : vos leaders retombent d'une extrémité dans l'autre.

En attendant, la principale force des fascistes est celle du nombre. Oui, ils obtiennent de nombreuses voix aux élections. Mais ce n'est pas le bulletin de vote qui décide dans la lutte sociale. Les principaux effectifs du fascisme restent toutefois constitués par la petite-bourgeoisie et la nouvelle classe moyenne qui s'est formée : petites gens de l'artisanat et du commerce dans les villes, fonctionnaires, employés, techniciens, intellectuels, paysans ruinés. Dans la balance d'une statistique électorale, un millier de voix fascistes a autant de poids qu'un millier de voix communistes. Mais, dans la lutte révolutionnaire, mille ouvriers appartenant à une grande entreprise représentent une force cent fois plus grande que celle d'un millier de fonctionnaires, d'employés aux écritures, comptés avec leurs femmes et leurs belles-mères. La masse principale fasciste est composée d'une poussière d'humanité.

Les socialistes révolutionnaires, dans

direction. Ce qui effraie les ouvriers, ce n'est point la force des fascistes, ce n'est point la nécessité d'une lutte acharnée. Ce qui les inquiète, c'est le peu de sûreté de la direction, ce sont ses hésitations, ses tergiversations, au moment le plus grave. S'il existe dans les usines un certain acablement, une déficience, il n'en restera pas trace dès que le parti élèvera fortement, clairement sa voix, en toute assurance.

L'Armée Rouge !

20. — Indiscutablement, les fascistes disposent de cadres sérieusement formés pour la bataille, ils ont des bataillons de choc expérimentés. Il ne faut pas considérer cela à la légère : les « officiers », même dans une armée créée pour la guerre civile, jouent un grand rôle. Mais ce qui décide ce ne sont pas les officiers : ce sont les soldats. Or, les soldats de l'armée prolétarienne sont incomparablement supérieurs à ceux de l'armée de Hitler, et plus sûrs et plus maîtres d'eux-mêmes.

Lorsque le fascisme aura pris le pouvoir, il trouvera facilement ses soldats. Quand on dispose de l'appareil de l'Etat, on peut former une armée avec des fils de famille, des intellectuels, des employés d'administration, des ouvriers démoralisés, des clochards, etc. Exemple : le fascisme italien. Bien qu'ici l'on doive dire qu'il n'y a pas encore eu de sérieuse épreuve historique de la valeur combative de la milice fasciste en Italie. Mais,

savoir : le parti communiste, — se montrera plus sûr de lui. La clef de la position est encore, pour l'instant, entre les mains de ce parti. Malheur à lui s'il la laisse tomber !

En ces dernières années, les fonctionnaires de l'I.C., en toute occasion et en invoquant toutes sortes de motifs, parfois absolument injustifiés, ont crié aux dangers de guerre qui menaçaient immédiatement l'U.R.S.S. Actuellement, ce danger se présente en sa réalité et sous des apparences concrètes. Pour tout ouvrier révolutionnaire, l'axiome suivant doit être considéré comme évident : si les fascistes tentent de s'emparer du pouvoir en Allemagne, il ne peut pas ne pas s'ensuire une mobilisation de l'Armée rouge. Pour l'Etat prolétarien, il s'agira purement et simplement de sa propre défense révolutionnaire dans le sens plein. L'Allemagne n'est pas que l'Allemagne. Elle est le cœur de l'Europe. Hitler n'est pas seulement Hitler. Il est candidat au rôle d'un super-Wrangel. Mais l'Armée rouge n'est pas seulement l'Armée rouge. Elle est l'instrument de la révolution prolétarienne mondiale !

L. TROTSKY.

26 novembre 1931

P.-S. — L'étude de l'auteur de ces lignes qui est intitulée *Contre le national-communisme* lui a valu plusieurs approbations équivoques de la presse social-démocrate et démocratique. Il serait non seulement étrange, mais antinaturel qu'au moment où le fascisme allemand a si adroitement profité des fautes les plus grossières du communisme allemand, les social-démocrates n'essayassent pas d'utiliser une critique franche et rude de pareilles fautes.

Inutile de dire que la bureaucratie stalinienne, à Moscou comme à Berlin, s'est emparée des articles parus dans la presse social-démocrate et démocratique au sujet de notre brochure, comme d'un précieux cadeau : enfin, l'on possède donc au moins une « preuve » de notre front unique avec la social-démocratie et la bourgeoisie. Des gens qui ont fait la révolution chinoise la main dans la main avec Tchang-Kai-Chek, qui ont mené la grève générale anglaise la main dans la main avec Poucell, Citrine et Cook (là, il ne s'agit plus d'articles, il s'agit de grandioses événements historiques) se font une joie — parce qu'ils y sont forcés — de s'accrocher à quelques incidents d'une polémique de presse. Mais nous ne redoutons pas une confrontation même sur ce terrain. Il faut seulement raisonner et non point glapir, il faut analyser au lieu d'injurier.

Avant tout, posons une question : pour qui a été l'avantage de la participation stupide et criminelle du P.C.A. au referendum fasciste ? Les faits ont déjà incontestablement répondu. Le profit a été pour les fascistes et seulement pour eux. C'est précisément pour cela que le principal inspirateur de cette criminelle aventure a lâchement renoncé à ses droits de paternité : dans un discours prononcé à Moscou devant les collaborateurs responsables, Staline a plaidé pour la participation au referendum, puis soudain, se ressaisissant, a interdit aux journaux non seulement d'imprimer son discours, mais même d'en faire mention.

Bien entendu, le *Vorwaerts*, le *Berliner Tageblatt*, la *Wiener Arbeiter Zeitung* — cette dernière surtout — citent notre brochure avec une malhonnêteté poussée au dernier degré. Oui, et après tout, peut-on réclamer de la bonne foi, quand il s'agit d'idées révolutionnaires prolétariennes, de la part de la presse bourgeoise et petite-bourgeoise ? Cependant, nous sommes disposés à négliger les adulations et à examiner bien en face les accusations formulées par les fonctionnaires de Staline. Nous sommes prêts à reconnaître que, dans la mesure où la social-démocratie redoute la victoire des fascistes, traduisant ainsi l'inquiétude révolutionnaire des ouvriers, elle avait aussi un certain droit *objectif* à utiliser la critique que nous avons donnée de la politique stalinienne qui a rendu un énorme service aux fascistes. A la base du « droit » dont nous parlons, il faut toutefois voir non point notre brochure, mais votre politique, ô trop sages stratèges ! Vous affirmez que nous avons fait « front unique » avec Wels et Severing ? *Seulement sur le terrain et dans la mesure où vous avez fait front unique avec Hitler et ses bandes de noire réaction.* Avec cette différence encore qu'il s'agissait pour vous d'une collaboration politique avec Hitler ; tandis que notre affaire à nous consiste seulement dans l'utilisation équivoque de quelques passages de nos écrits par l'adversaire.

Lorsque Socrate posait ce principe philosophique : « Connais-toi toi-même », il avait certainement en vue Thaelmann, Neumann, et même Rémelé en personne.

L. T.

Allez-vous laisser périr votre journal ?

Plus le noyau d'amis fidèles sur lequel se base notre budget est frappé par le chômage, plus la souscription, même modique mais régulière de tous nos amis et sympathisants est indispensable à notre parution.

Articles de la « Pravda », comptes rendus et lettres confirment chaque jour que, dans toute l'I. C., nos idées pénètrent, l'influence de l'opposition de gauche se développe. Une des armes de sa propagande, C'EST NOTRE « VERITE ».

ALLEZ-VOUS LA LAISSER PÉRIR ?

Où allez-vous, au contraire, lui assurer votre appui par vos critiques, vos articles, vos souscriptions, vos abonnements ?

Ce numéro, étant donné la question capitale pour le mouvement révolutionnaire que notre camarade Trotsky traite ici, sera largement diffusé. Notre prochain numéro paraîtra le samedi 26 décembre.

Pendant ces quelques jours, il faut nous envoyer votre aide !

Puis continuer chaque semaine.

LA REDACTION.

Nous prions tous nos camarades de nous excuser du retard apporté par l'édition, de ce numéro spécial à la publication de leurs articles.

après l'accession des fascistes au pouvoir en Allemagne, il en résulterait pour l'U.R.S.S. un terrible isolement et qu'elle devrait lutter non pour vivre, mais pour échapper à la mort dans les conditions les plus pénibles et les plus dangereuses. L'écrasement du prolétariat allemand par le fascisme comporterait déjà, pour le moins, l'écroulement à demi de la République des Soviets.

17. — Mais avant que la question sorte du champ des batailles européennes, elle doit être résolue en Allemagne. C'est pourquoi nous disons que c'est en Allemagne que se trouve la clef de la situation mondiale. Qui détient cette clef ? Elle est encore, pour le moment, dans les mains du P.C. Le parti ne l'a pas encore laissé tomber. Mais il pourrait bien la perdre. La direction du parti le conduit dans cette voie.

Quiconque prêche une « retraite stratégique », c'est-à-dire une capitulation, quiconque tolère pareille prédication, est un traître. Les propagandistes d'une retraite devant les fascistes doivent être considérés comme des agents inconscients de l'ennemi dans les rangs du prolétariat.

Le devoir révolutionnaire élémentaire du P.C.A. est de dire : le fascisme ne peut arriver au pouvoir qu'au moyen d'une guerre civile implacable et exterminatrice, sans merci. C'est ce que doivent savoir, avant tout, les ouvriers communistes. C'est ce que doivent savoir les ouvriers social-démocrates, les sans-parti, le prolétariat dans son ensemble. C'est ce que doit savoir le prolétariat mondial. C'est ce que doit savoir, avant tout, l'Armée rouge.

Mais, en fait, la lutte n'est-elle pas désespérée ?

Le contenu de la « puissance »

fasciste

18. — En 1923, Brandler exagérait monstrueusement l'importance des effectifs du fascisme et, par là, dissimulait la capitulation. Le prolétariat mondial subit jusqu'à ce jour les conséquences

de la révolution russe, ont été le parti des voix nombreuses. Pour eux votèrent, dans les premiers temps, tous ceux qui n'étaient pas des bourgeois conscients ou des ouvriers conscients. Même à l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire après la Révolution d'Octobre, les socialistes révolutionnaires se trouvaient encore en majorité. C'est pourquoi ils se considéraient comme le grand parti national. Il se trouva qu'ils n'étaient qu'un grand zéro national.

Nous n'avons pas l'intention de mettre un signe d'égalité entre les socialistes révolutionnaires russes et les nationaux-socialistes allemands. Mais il y a indiscutablement entre les uns et les autres des traits de ressemblance très importants pour qui veut élucider la question traitée ici. Les socialistes révolutionnaires constituaient le parti des confuses espérances populaires. Les nationaux-socialistes sont un parti de désespoir national. C'est la petite-bourgeoisie qui se montre le plus capable de passer de l'espoir au désespoir, entraînant à sa suite une partie du prolétariat. Le gros des effectifs nationaux-socialistes, comme celui des socialistes révolutionnaires, est une poussière d'humanité.

La supériorité sociale et combative du prolétariat

19. — S'abandonnant à leur panique, nos stratèges de malheur oublient l'essentiel : la grande supériorité sociale et combative du prolétariat. Les forces du prolétariat n'ont pas été dépensées jusqu'à épuisement. Le prolétariat est capable non seulement de lutter, mais de vaincre. Quand on nous parle d'une déficience de l'état d'esprit qui existe dans les entreprises, nous avons dans la plupart des cas l'expression du marasme qui règne parmi les observateurs, c'est-à-dire parmi les fonctionnaires du parti qui ont perdu le Nord. Mais il faut aussi considérer que les ouvriers ne peuvent faire autrement que d'être troublés par une situation complexe et par la confusion qui se manifeste dans les sphères supérieures. Les ouvriers comprennent qu'une grande bataille exige une ferme

direction. Ce qui effraie les ouvriers, ce n'est point la force des fascistes, ce n'est point la nécessité d'une lutte acharnée. Ce qui les inquiète, c'est le peu de sûreté de la direction, ce sont ses hésitations, ses tergiversations, au moment le plus grave. S'il existe dans les usines un certain acablement, une déficience, il n'en restera pas trace dès que le parti élèvera fortement, clairement sa voix, en toute assurance.

Il est encore un important élément de force pour un parti ou pour une classe : c'est l'idée que se fait ce parti ou cette classe des rapports de forces existants dans le pays. Dans toute guerre, l'ennemi s'efforce de donner de ses propres forces une idée exagérée. C'était un des secrets de la stratégie de Napoléon. Hitler est capable de mentir non moins adroitement, en tout cas, que Napoléon. Mais sa vantardise ne lui devient utile, dans cette guerre, qu'à partir du moment où les communistes commencent à le croire. Ce qu'il importe surtout d'effectuer en ce moment, c'est une estimation réelle des forces. De quoi disposent les nationaux-socialistes dans les usines, chez les cheminots, dans l'armée ? Combien comptent-ils à leur avantage d'officiers organisés et armés ? Une claire analyse de la composition sociale des deux camps, un recensement permanent et vigilant des forces en présence, voilà les sources d'un optimisme révolutionnaire qui ne comportera point d'erreur.

La force des nationaux-socialistes, en ce moment, réside moins dans leur propre armée que dans les dissensions de leurs ennemis mortels. Mais c'est précisément la réalité du danger fasciste, c'est la croissance et l'imminence de ce danger, c'est la conscience de la nécessité de prévenir coûte que coûte ce danger, qui imposent aux ouvriers le devoir de serrer les rangs pour leur propre défense. La concentration des forces prolétariennes se fera d'autant plus rapidement et avec plus de succès que l'instrument essentiel de ce processus, —

LA DISCUSSION DANS LA LIGUE

La C. E. de la Ligue
et l'Unité syndicale

RÉSOLUTION

La C. E. de la L. C., à l'occasion de la discussion sur l'unité syndicale, rappelle que le problème de la révolution et des luttes décisives du prolétariat relève en premier lieu de l'activité du Parti, de sa force et de son rayonnement. Elle rappelle également que le rôle de l'opposition de gauche est d'intervenir décisivement dans le procès de redressement des partis de l'I.C. et que toute notre tâche syndicale doit être envisagée à travers ce caractère spécifique de notre activité.

C'est dire qu'il ne peut y avoir de « redressement de la C.G.T.U. dirigée par les fractions communistes » que par le retour à une politique communiste de ces fractions dans les différents domaines de l'activité syndicale. Non comme un but en soi, mais dans les conditions présentes, face au développement de la crise et de l'offensive capitalistes, la reconstruction de l'unité syndicale présenterait les avantages suivants pour l'action ouvrière :

1° Faciliter l'afflux de forces nouvelles dans les syndicats ;
2° Combativité plus grande du mouvement syndical et de la classe ouvrière pris dans leur ensemble ;
3° Agrandissement du champ de travail et d'influence des révolutionnaires dans le mouvement syndical.

La réputation du réformisme au bénéfice de la lutte des classes ne peut pas être posée comme une condition préalable pour la réunification du mouvement syndical, car le travail révolutionnaire dans les syndicats réunifiés est précisément l'un des moyens d'arracher les ouvriers au réformisme pour les amener à la pratique de la lutte des classes.

Le courant grandissant dans les masses en faveur de l'unité syndicale est l'expression instinctive du désir croissant de la classe ouvrière de résister à l'offensive capitaliste.

Le C.I.S. et le Comité des « 22 » se sont mis à la tête de ce courant d'unité syndicale pour l'entraîner dans les voies du réformisme et permettre à la C.G.T. de grignoter la C.G.T.U. (Résolution de Japy).

Les manœuvres objectivement convergentes du C.I.S., du Comité des « 22 » et de Jouhaux n'ont pu rencontrer un certain succès que grâce à la fausse politique du Parti et de la C.G.T.U. : désertion de la lutte pour l'unité syndicale, sectarisme, fausse conception du réformisme considéré, non comme l'aile gauche de la bourgeoisie trompant les ouvriers, mais comme une tendance intégrée au fascisme.

En se mettant hardiment à la tête de la lutte pour l'unité syndicale, la C. G. T. U., même si l'unité syndicale ne se réalisait pas du premier coup, devait mettre au pied du mur les chefs réformistes de la C.G.T. et les chefs réformistes ou semi-réformistes du C.I.S. et du Comité des « 22 », elle éveillerait un large écho dans la masse de la C.G.T. ainsi que dans les syndicats autonomes ; ainsi la C.G.T.U. retrouverait sa cohésion intérieure et développerait son influence sur la classe ouvrière.

Dans l'unité syndicale reconstruite, toutes les tendances doivent avoir le droit égal de s'organiser à l'intérieur de la C.G.T. unique pour y faire prévaloir leur point de vue par les organismes syndicaux réguliers et selon les règles et l'esprit de la démocratie ouvrière. Le droit des tendances se conquiert et se maintient dans la lutte et la politique des communistes doit tendre à empêcher les chefs réformistes, lorsqu'ils seront sur le point d'être débordés par la montée révolutionnaire, de briser à nouveau l'unité syndicale reconstruite.

La lutte pour l'unité syndicale est favorisée par la pratique du front unique, mais réciproquement la réalisation du front unique sera favorisée par la lutte franche et décidée des communistes et de la C.G.T.U. en faveur de l'unité syndicale.

Toute proposition de fusion doit être précédée d'une large discussion du haut en bas dans le Parti et la C.G.T.U. afin de rendre tous les révolutionnaires conscients des tâches immenses qu'ils auront à accomplir dans un mouvement syndical unique.

Nous estimons que la réunification syndicale devrait être précédée d'une réunion des directions des deux C.G.T.

et des principales organisations autonomes, fixant en commun avec la plus grande précision les conditions absolument nécessaires et les modalités de la fusion (démocratie syndicale, droit de fraction, administration des propriétés syndicales pendant le processus de la fusion, mode de représentation au congrès sanctionnant la fusion, etc.).

La lutte à fond pour réunifier réellement le mouvement syndical et y développer l'influence révolutionnaire fait partie intégrante de la politique véritablement communiste, c'est-à-dire de la politique qui oriente avec le maximum d'effets la crise du monde capitaliste vers les solutions révolutionnaires.

Lorsque, en résultat de cette politique et d'un développement suffisant de la situation, les masses ouvrières seraient prêtes sur les points décisifs à livrer l'assaut au pouvoir capitaliste, seules les nécessités révolutionnaires immédiates, balayant ou se subordonnant à toute autre considération, commanderaient alors les décisions à prendre.

Le Congrès de la C. G. T. U. a marqué un recul sur les positions prises par la C.G.T.U. au moment du Congrès de Japy. En abandonnant la revendication du Congrès de fusion, même posée d'une façon erronée, le Congrès de la C.G.T.U. a adopté une position nettement antiunitaire inspirée d'une conception de « syndicat rouge » et qui fait le jeu des réformistes de la C.G.T. et de la C.G.T.U., qui permet que, dans leur besogne scissionniste, les Boville et les Rambaud arrivent à grouper un nombre assez grand d'ouvriers syndiqués. La position adoptée par le Congrès de la C.G.T.U. aura aussi comme répercussion d'obliger les unitaires qui ont constitué des comités d'unité avec les organisations réformistes, soit de se dégarer, ce qui nuira à la C.G.T.U., soit de violer les décisions prises par le Congrès et de soulever ainsi à nouveau une crise dans l'organisation. La position prise au Congrès de Magic-City doit être vigoureusement dénoncée particulièrement au sein du P.C. et de ses fractions syndicales pour amener celui-ci et la C.G.T.U. à adopter la seule position définie plus bas qui permettra de lier l'avant-garde révolutionnaire à la classe ouvrière en même temps que d'y renforcer son influence.

Cette résolution fut adoptée à la majorité de la C. E. Les camarades se divisèrent sur la tactique à préconiser.

**

La C. E. adopta à sa majorité la résolution suivante :

La C. E. considère que le mot d'ordre du congrès de fusion correspond à une volonté réelle d'unification syndicale, non subordonnée à aucun souhait de refus de la C. G. T. ou de renforcement préalable de la C. G. T. U.

C'est immédiatement que la C.G.T.U. doit être disposée à préparer et à réaliser le congrès de fusion pour la réunification, aux seules conditions du droit de tendance à s'organiser et de la démocratie syndicale.

**

La minorité se prononça sur la résolution suivante :

Deux plans de fusion peuvent être envisagés :

1° Un congrès de fusion où seraient représentés tous les syndicats de la C. G. T., de la C. G. T. U. et les syndicats autonomes ;

2° La rentrée en bloc des syndicats unitaires et autonomes dans la C.G.T., avec fusion à la base des syndicats correspondants et convocation obligatoire, à bref délai, d'un Congrès extraordinaire de la C. G. T. sanctionnant la fusion. L'ancienneté syndicale et les droits inhérents seront comptés suivant le temps passé par chaque syndiqué indépendamment des centrales.

La proposition de fusion par rentrée en bloc dans la C. G. T. sous la réserve des garanties formelles déjà précisées (démocratie syndicale, droit de fraction, etc.) constituerait la preuve la plus décisive que les communistes et la C. G. T. U. savent seuls mettre de côté toute question secondaire de conservatisme d'organisation et luttent pour l'unité syndicale réellement.

C'est pourquoi cette proposition, mieux que toute autre, obligerait les chefs réformistes, ou à se dévoiler comme scissionnistes, ou à faire sous la pression de leurs propres troupes des pas réels vers l'unité syndicale.

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI

Lettre ouverte de la Ligue Communiste

Chers camarades,

Le caractère brûlant des problèmes de la stratégie révolutionnaire posés en Europe par la situation objective nous fait une obligation, à nous qui sommes la fraction de gauche de l'Internationale Communiste, de nous adresser une fois de plus au Parti et à son Comité Central, pour tâcher d'attirer son attention, de forcer ses regards à se tourner vers les dangers menaçants pour eux du fait de la politique erronée dans laquelle vous continuez à les entraîner.

Nous n'avons pas l'intention d'aborder ici tous les points sur lesquels il est nécessaire de contraindre le Parti à réviser sa tactique. Cela, nous le faisons dans La Vérité, dans La Lutte de classes, et, en général, dans notre presse qui recueille l'approbation de plus en plus large des membres du Parti ; il est clair que c'est sur tous les problèmes importants de la lutte de classe mondiale (situation en U.R.S.S., révolution espagnole, révolution chinoise et agression contre la Mandchourie, révolution allemande) que la ligne de l'I.C., que vous appliquez fidèlement, est fautive. Mais nous voulons seulement aujourd'hui vous parler, à vous et à tout le Parti, de la situation en Allemagne. C'est là qu'est aujourd'hui le nœud de la situation mondiale, c'est là que se décide pour de longues années, non seulement le sort du prolétariat mondial en général, mais en particulier le sort de l'Union Soviétique. La situation en Allemagne est en train de devenir directement révolutionnaire. Si le Parti Communiste n'engage pas la lutte maintenant, s'il prolonge son état de passivité, si l'on continue à dire comme Rémellé et Thaelmann que le fascisme, après avoir pris le pouvoir, se discreditera rapidement, alors, on abandonne le prolétariat allemand,

on porte un coup décisif à la révolution allemande, on prend sur ses épaules la responsabilité directe de son écrasement par le fascisme, instrument féroce de l'impérialisme allemand et international.

Dans une telle situation, le Parti français reste inerte. Son devoir est de soutenir la lutte révolutionnaire pour le pouvoir du parti allemand, et si la direction de ce parti, si la direction du parti russe et de l'Internationale préchent la « patience », la capitulation, dont les conséquences seront d'une portée infiniment plus grande qu'en 1923 en Allemagne, c'est le devoir du Parti français de jeter l'appel, de poser le problème franchement. Ne croyez pas qu'on puisse l'éduquer ! Les masses ouvrières d'Allemagne ne peuvent pas se soustraire aux chocs décisifs que les dirigeants du P. C. veulent éviter. Les ouvriers français réagiront eux aussi. Ils sentent que le problème de la Révolution prolétarienne est posé là-bas. La presse bourgeoise elle-même les en informe. Seule l'Humanité sème l'esprit de passivité et de renonciation. Rien que dans ces derniers jours, l'Humanité a publié des articles de Péri et de Berlioz sur la situation de crise allemande et mondiale qui masquent absolument, honteusement la véritable situation. Le journaliste Péri joue d'une façon criminelle, dans l'Humanité, avec les problèmes internationaux. Pour lui, le fascisme allemand est plutôt une comédie, et l'ennemi direct reste la social-démocratie que le P.C.A. ne désagrège pas suffisamment, surtout par sa fausse politique. Pas un membre du Parti, pas un prolétaire conscient ne peut accepter ces dérobades.

Et avec quoi occupe-t-on le Parti pendant que se décide en Allemagne le sort de la plus grande bataille révolutionnaire qui se soit déroulée depuis l'Octobre russe ? Quel est le centre de l'activité du

Parti ? Avec quels mots d'ordre veut-on mobiliser les masses ouvrières, leur donner confiance en leur Parti Communiste ?

Avec les discussions sordides contre le « groupe » Barbé, Célor et Cie, qui ne sont plus bons aujourd'hui qu'à jeter aux chiens, alors que la direction actuelle du Parti était solidaire avec eux, avec Staline, pour mener la politique de la 3^e période ! Avec le mouvement de libération nationale de la Corse ! etc.

Camarades, nous pensons que les circonstances ne permettent plus de tergiverser. Il faut poser les problèmes révolutionnaires internationaux en toute clarté. Avant tout se pose la question urgente de la révolution allemande. Le Parti doit sans délai entamer une profonde campagne sur cette question, après avoir fait une pleine lumière sur la position du Parti, après avoir pris position sur la situation allemande, car l'histoire ne permet plus de se dérober. Pour cela, la question de la révolution allemande doit être inscrite à l'ordre du jour du Parti. Et le Comité Central doit immédiatement être convoqué pour débattre cette question. C'est avec stupéfaction que nous venons d'apprendre que le C.C. qui s'est tenu dans les premiers jours du mois n'avait inscrit à son ordre du jour aucune question internationale, et en particulier que rien n'y a été dit sur la phase critique, décisive de la lutte de classe en Allemagne.

L'Opposition de Gauche n'a cessé de développer sur ces problèmes un point de vue juste. Il est indispensable que le Parti le connaisse. Nous vous demandons de recevoir une délégation de l'Opposition de Gauche, qui exposera au Comité Central la gravité de la situation en Allemagne et proposera au Parti la seule tactique qui puisse mener à la victoire.

Salut communiste.

Correspondance. - Lettre du Doubs

Nous publions une lettre qui illustre bien toute la besogne néfaste du centrisme. Dans notre prochain numéro nous publierons notre réponse à cette lettre.

J'ai appartenu avant la guerre au parti socialiste et au syndicalisme révolutionnaire. J'ai travaillé après la guerre à la formation du P.C. J'ai quitté celui-ci en 1925, profondément déçu. Depuis, j'ai milité encore sur le terrain syndical, mais plus sur le terrain politique.

Pourtant je suis marxiste, pas du tout anarchiste dans le sens traditionnel de ce mot.

J'ai signé le manifeste des « 22 » pour la réalisation de l'unité ouvrière par la fusion des deux C.G.T. Les leaders des « 22 » ont abandonné cette idée pour celle de la rentrée dans la C.G.T. Je ne les ai pas suivis. Mon point de vue reste ce qu'il était : la fusion, la création d'une C.G.T. nouvelle ne reprenant l'héritage des anciennes que sous bénéfice d'inventaire, et, en attendant, le front unique, l'entente entre organisations syndicales de toutes tendances pour élaborer les revendications et les faire triompher en commun.

Sur ce point, je pense que nous sommes d'accord. D'accord aussi contre les caricatures de front unique trop souvent pratiquées ou préconisées par les orthodoxes stalinien. Dans la C.G.T. reconstituée, il faut que soit appliquée la démocratie ouvrière. Les syndiqués de toutes tendances doivent pouvoir faire entendre leur voix et doivent également jouir du droit de se concerter pour faire triompher leur point de vue.

Les communistes ont le droit de diriger les syndicats si la confiance des syndiqués les place à la tête des organisations. A eux de mériter cette confiance.

Un parti politique peut jouer un rôle utile, certes. Mais il s'agit de bien définir ce rôle.

Ce ne peut être que le rôle d'une avant-garde, d'une élite éducatrice et entraîneuse. Le parti ne doit pas se prendre pour la classe ouvrière ni prétendre se substituer à elle, exclure d'elle tout ce qui n'est pas d'accord avec lui. Il tombe alors dans le sectarisme, se coupe des masses, détruit l'unité ouvrière

et, avec les meilleures intentions révolutionnaires, travaille pour le profit du capitalisme.

Ce sont les idées que j'avais lorsque j'étais du P. C. Si j'ai quitté le P. C., c'est parce que je me suis aperçu qu'il ne répondait pas du tout à ces idées. Les événements, même à « l'échelle mondiale », ne paraissent avoir confirmé mes opinions. Partout les P. C. ont péroré et la Comintern est en recul parce qu'une politique absurde les a séparés des masses.

Il est question actuellement d'un tournant. Je suis, autant que je le peux, les péripéties de ce tournant, mais, jusqu'ici, je ne vois pas grand changement. Le parti reste une organisation où « la base » n'a que le droit d'approuver des chefs qu'elle ne choisit pas ni ne contrôle et d'exécuter leurs décisions. Tant qu'il en sera ainsi, tous les tournants du monde n'amélioreront pas la situation du communisme ou ne lui apporteront que des améliorations éphémères.

Donc, un parti qui soit l'avant-garde, l'élite, l'éducateur, l'entraîneur de la classe ouvrière représentée par ses syndicats, qu'on se montre prudent pour accepter des adhérents dans ce parti, qu'on n'y entre pas comme dans un moulin, que les adhésions soient soumises à des révisions ; mais qu'une fois admis, et tant qu'on reste du parti, on soit l'égal de n'importe lequel des autres adhérents et qu'on puisse faire entendre sa voix dans toutes les discussions, que la direction du parti soit l'expression des idées de « la base ».

Les critiques que vous faites du P.C. et de la Comintern ont généralement mon approbation. Je n'ai jamais vu le socialisme dans un seul pays, je crois à la révolution permanente. Si j'étais en Russie, pourtant, je crois que je m'attacherais dans la mesure de mes moyens au succès du Plan quinquennal.

Les syndicalistes vous apparaissent plutôt comme des adversaires du communisme. C'est certainement vrai en ce qui concerne ceux d'entre eux qui se groupent sous la houlette de Jou-

haux ; consciemment ou inconsciemment, ils servent la bourgeoisie.

Mais il en est d'autres que séparent seulement du communisme tel que j'ai essayé de le définir de simples malentendus, que rendent plus graves les polémiques et les questions personnelles. Entre les premiers de ces syndicalistes et les seconds, toute une gamme de nuances. Je trouve qu'en généralisant vous exagérez et que vous faites preuve du même sectarisme que les orthodoxes stalinien. Sur ce point sans doute se trouve notre plus grand désaccord.

Je continuerai à lire « La Vérité » et « La Lutte de classes » et j'espère que, le temps et les événements aidant, tous ceux qui veulent servir la même cause finiront par se retrouver du même côté de la barricade.

Bien cordialement.

P. G.

LA VÉRITÉ

45, Boulevard de la Villette, 45

PARIS (X^e)

ABONNEMENTS

6 mois : 13 francs ; 1 an : 25 francs.

Abonnement d'essai de 3 mois : 5 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855.

Le gérant : P. FRANK.

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e arr.).

Maison des Syndicats (Service de l'imprimerie)

CAMARADE,

Ce journal est le tien, assure sa publication :

En souscrivant régulièrement ; en lui trouvant des abonnés et des lecteurs ;

En adressant tes critiques ;

En y relatant la vie de tes organisations.

Contribue ainsi au redressement du Parti !